AVIS n°07/2025

du 18 avril 2025

concernant le projet de délibération relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage

Présentée par la CCJS[1] & CSPS[2]:
Le président et vice-président :
Monsieur Christian ROCHE
Monsieur Jean SAUSSAY
Les rapporteurs :
Monsieur Jean-Jacques ANNONIER
Monsieur Lionel WORETH
Dossier suivi par :
Madame Martine GARNIER, chargée d'études juridiques et madame Flavianna MONI, secrétaire du bureau des études.

[1] **CCJS : commission de la culture, de la jeunesse et des sports.**
[2] **CSPS : commission de la santé et de la protection sociale.**

Conformément aux textes régissant le conseil économique social et environnemental de la Nouvelle-Calédonie, ce dernier a été saisi par lettre en date du 19 mars 2025 par le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, d'un projet de délibération relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage, selon la procédure normale.

La commission de la culture, de la jeunesse et des sports ainsi que celle de la santé et de la protection sociale, en charge du dossier, ont auditionné les représentantes et représentants du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ainsi que les services et directions, les actrices et acteurs concernés par ce sujet (cf. document annexe).

L'ensemble des retours ont apporté un précieux concours aux travaux des commissions dont les conclusions vous sont présentées dans l'avis ci-après.

AVIS n°07/2025

I – PRÉSENTATION DE LA SAISINE

Le 22 août 2006, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie prend la délibération n°202. Cette délibération a pour objectif de protéger la santé des sportifs et de lutter contre le dopage sur le sol calédonien en mettant en œuvre des « *actions de prévention, de surveillance médicale et d'éducation avec le concours des ligues sportives, comités ou fédération agréés de Nouvelle-Calédonie* » (article 1er).
Elle comprend 7 titres de 26 articles, à savoir :

- **Titre I -** De la protection de la santé des sportifs *(articles 1er à 6-2)* ;
- **Titre II -** Des agissements interdits *(articles 7 et 8)* ;
- **Titre III -** Du contrôle et du constat des infractions *(articles 9 à 11)* ;
- **Titre IV -** De la commission de lutte contre le dopage *(articles 12 à 19)* ;
- **Titre V -** Des sanctions administratives *(articles 20 et 21)* ;
- **Titre VI -** Des sanctions pénales *(article 22)* ;
- **Titre VII -** Mesures diverses et transitoires *(articles 23 à 26)*.

Or, le projet de délibération proposé à l'institution a justement pour objet d'abroger ladite délibération (article 19)[3]; afin de « *mettre en conformité la*

[3] « *La délibération n° 202 du 22 août 2006 relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage en Nouvelle-Calédonie est abrogée* ».

réglementation calédonienne avec les règles édictées par le Code mondial antidopage adopté par l'Agence Mondiale Antidopage (AMA), condition nécessaire pour que l'Agence Française de Lutte contre le Dopage (AFLD) diligente des contrôles localement »[4].

Depuis 2021, dans la pratique, plus aucun contrôle de dopage n'est diligenté sur le territoire calédonien en raison d'une version révisée du code mondial antidopage (CMA) entrée en vigueur au 1er janvier 2021. Cette modification a eu pour conséquence que la commission de lutte contre le dopage, prévue par le titre IV de la délibération n°202, ne peut plus exercer sa compétence. Dorénavant, le code exige que les sanctions soient prononcées par une autorité indépendante de la Nouvelle-Calédonie. Or, celle-ci n'existant pas, la direction de la jeunesse et des sports de Nouvelle-Calédonie (DJS) a fait le choix de solliciter l'AFLD afin de diligenter lesdits contrôles sur l'archipel.

Le projet de texte, tout comme la délibération n°202, comprend deux parties : l'une sur la protection de la santé des sportifs et l'autre sur la lutte contre le dopage.

- **Concernant la protection de la santé des sportifs,** une évolution a été apportée au projet de texte en comparaison de la délibération n°202. Alors que cette dernière exige la présentation d'un certificat médical pour obtenir une licence sportive, que ce soit pour les ligues affiliées ou non affiliées, le projet de texte quant à lui impose la présentation du certificat médical uniquement pour les ligues non affiliées. Les ligues affiliées, quant à elles, conditionnent l'exigence d'un certificat médical à la réponse d'un questionnaire.
- Concernant la lutte contre le dopage, le projet de délibération a complètement été réécrit par rapport à la délibération n°202.

Tel est l'objet de la présente saisine soumise à l'avis du conseil économique, social et environnemental selon la **procédure normale**.

[4] Rapport au congrès de la Nouvelle-Calédonie, p.1.

II – OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

En propos liminaires, sur le fond, les conseillers sont favorables au projet de texte puisqu'il doit permettre, après quatre ans d'absence, le retour au contrôle antidopage en Nouvelle-Calédonie et par la même lever la suspicion qui pesait sur les athlètes calédoniens lors des diverses compétitions notamment internationales. Ainsi, il nous a été rapporté que les sportifs calédoniens faisaient l'objet de davantage de contrôles, ce qui a été le cas pour les derniers jeux du Pacifique de 2023. À titre d'exemple, lors des derniers jeux, l'organisation régionale antidopage océanienne (ORADO) a bien effectué des contrôles sur les sportifs calédoniens. Sur les 311 prélèvements, aucun calédonien n'a été relevé positif.
C'est pourquoi, ce texte est très attendu du milieu sportif calédonien, surtout à l'aube des mini-jeux et des jeux du Pacifique de 2027.

I. La protection de la santé des sportifs

A. Le certificat médical

Une des évolutions apportées par le projet de délibération réside dans la **suppression de l'obligation de fournir un certificat médical pour la délivrance d'une licence sportive uniquement pour les ligues affiliées à une fédération sportive française délégataire ou agréée.**

Actuellement, la délibération n°202 exige la présentation d'un certificat médical pour obtenir une licence dans les ligues agréées. Or, au niveau national, dans la pratique, ce sont les fédérations qui déterminent les conditions d'aptitude optimale du sportif au travers d'un questionnaire. **L'établissement du certificat médical n'est pas obligatoire.** Il se fait sur la base d'un questionnaire relatif à la santé médicale des sportifs comprenant 20 à 30 questions. Ce questionnaire est établi par les fédérations de tutelles auxquelles les sportifs souhaitent appartenir. En fonction des réponses des sportifs, un certificat médical sera attendu. Selon le CMA, tout sportif étant responsable de son corps, et donc de ce qui s'y trouve à l'intérieur, le questionnaire a pour effet d'engager sa responsabilité.

Ainsi, par la suppression de l'exigence du certificat médical, le cadre juridique est harmonisé au niveau national et local. **Cette suppression de l'obligation du certificat médical ne concerne que les ligues affiliées à une fédération**. **L'obligation de l'aptitude médicale demeure pour les ligues non affiliées à des fédérations sportives françaises délégataires ou agréées.**
La validité des certificats médicaux dépend du choix des fédérations et de la discipline sportive concernée. Certaines activités sportives dont les sports de contact, l'escalade, la plongée… imposent un certificat médical tous les ans, d'autres sont valides trois ans. Aucun encadrement quant à la spécialité du médecin (généraliste ou sportif) rendant le certificat médical n'est demandé.
Le recours au certificat médical suscite plusieurs d'observations de la part du CESE-NC. **En province Nord et des îles, les visites médicales représentent un**

coût certain dans le budget des familles. De plus, l'accès aux médecins est de plus en plus difficile dans un contexte de pénurie, il est nécessaire de faire plusieurs kilomètres avant d'en trouver un, ajoutant aux frais médicaux des frais de transport.

Il a été fait part aux conseillers que le comité territorial olympique et sportif de Nouvelle-Calédonie (CTOS) mène des campagnes de sensibilisation et de certification médicale avec l'appui de médecins bénévoles. Cependant, le CTOS étant dépourvu de subventions émanant de l'agence sanitaire et sociale de la Nouvelle-Calédonie (ASS-NC), seules des vacations sont demandées aux médecins à défaut d'un budget suffisant pour qu'ils soient à plein temps toute l'année.

Recommandation n°01 :

- **étendre sur tout le territoire le dispositif du certificat médical gratuit mis en place par le CTOS avec le soutien financier du Haut-commissariat ;**
- **dans une optique d'accessibilité, prévoir un calendrier annuel de campagne de consultations médicales pour les sportifs sur tout le territoire.**

B. La prévention anti-dopage

Désormais, la prévention contre le dopage sera la seule compétence relevant du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. **De l'aveu des rédacteurs du texte, il est vrai que la prévention a longtemps été mise de côté. Cependant, le projet de délibération prévoit son retour dès cette année.** L'objectif étant de sensibiliser les sportifs, les entraîneurs et les parents. Dans la pratique, les sportifs sont informés sur la teneur du contrôle, tel que :

- Qu'est-ce qu'un contrôle ?
- Quelles sont les conséquences de la prise de substances pour la santé ?
- Quel est l'impact juridique, sportif et pénal en cas de prise avérée de substance dopante ou de méthodes ?...

Des sessions de prévention ont déjà été organisées pour des sports tels que le rugby et le handball. Un retour du CTOS est attendu afin de planifier la prévention quant aux mini-jeux et aux Jeux du Pacifique de 2027.

Il a été également précisé à l'institution qu'il n'existe **pas de personnes-ressources** en matière de prévention en province Nord et des îles. **Un seul agent** à la DJS s'occupe de cette matière et, si besoin, il se déplacera lui-même au sein de ces collectivités. **À ce sujet, les conseillers s'interrogent sur la possibilité de faire agréer, par la DJS, des agents des directions provinciales.**

Face à ces informations, plusieurs points interpellent les conseillers. Le projet de délibération ne met pas en place de stratégie en matière de prévention antidopage, particulièrement auprès des jeunes. Il ne fait que rappeler aux articles 1er et 3 les objectifs de prévention. Ainsi, **les enjeux et les moyens en matière de prévention contre le dopage ne sont pas définis**.

S'agissant des **enjeux,** ils sont pluriels et on peut notamment citer : les enjeux face au **cannabis**, substance dopante facilement accessible et **l'auto-médication**. S'agissant des **moyens, qu'ils soient financiers ou relevant des ressources humaines,** ils ne sont pas évoqués dans le texte et font défaut en la matière.

<u>Recommandation n°02 :</u> fixer une stratégie de prévention, en y intégrant les moyens humains, financiers et techniques qui lui sont attribués, au sein du projet de délibération.

II. La lutte contre le dopage

La délibération n°202 a été entièrement réécrite en la matière. Il a été apporté des précisions quant à :

- la délimitation du champ d'application, notamment par rapport à la définition du sportif et des manifestations sportives ;
- les modalités de contrôles et de sanctions. Par exemple, l'intimidation n'était pas initialement prévue au sein de la réglementation calédonienne.

A. Le code mondial antidopage

Avant la révision du CMA, la délibération n°202 prévoyait dans son titre IV qu'une commission de lutte contre le dopage prononce les sanctions et ce grâce à des agents assermentés par l'État et accrédités par l'organisation régionale anti-dopage océanienne (ORADO). Depuis la révision, survenue le 1er janvier 2021, le CMA exige que les sanctions soient prononcées par une autorité indépendante. Or, la commission de lutte contre le dopage n'étant pas une autorité administrative indépendante (AAI), elle ne pouvait plus exercer sa compétence.

Désormais, la Nouvelle-Calédonie n'étant plus compétente en la matière, la DJS a fait le choix de solliciter l'AFLD afin de pallier ce manque pour que, d'une part, le territoire se conforme au CMA et, d'autre part, qu'une convention d'assistance soit conclue avec l'AFLD. L'avantage d'une autorité publique indépendante (API) étant qu'elle dispose de la personnalité juridique, en tant que personne morale de droit public, ce qui lui donne une plus grande autonomie, notamment budgétaire.

Dans un objectif d'efficience, il est important que le délai entre l'adoption du projet de délibération et la conclusion de la convention d'assistance avec l'AFLD se fasse dans un délai relativement court. Dans un premier temps, pour éviter qu'un projet de délibération ne puisse s'appliquer en l'absence de la convention comme c'est souvent le cas. Et dans un second temps, afin que le projet de délibération puisse effectivement trouver à s'appliquer, car sans l'AFLD, il ne peut y avoir de contrôle sur le territoire. Après un échange avec les auteurs du texte, il s'avère que l'idée est de justement les prendre l'une à la suite de l'autre. D'autant plus, que le projet de délibération ayant bénéficié de l'accompagnement de l'AFLD, il est attendu que la convention soit conclue à l'issue de l'adoption du projet de délibération.

Néanmoins, il a été partagé à l'institution, en toute transparence, qu'il reste encore à négocier avec l'AFLD la partie financière, à savoir la prise en charge des contrôles. En effet, est-ce que les contrôles seront pris en charge à 100% par l'AFLD ? Où est-il prévu une prise en charge partielle ? Qu'est-ce qui est prévu en la matière ? Étant entendu que le régime unifié d'assurance maladie et maternité (RUAMM) de la caisse d'allocations familiales et des accidents du travail (CAFAT) n'est pas en mesure

d'assurer ces prestations du fait qu'il est destiné uniquement à la prise en charge de la maladie et de la maternité comme son nom l'indique.

Le coût des contrôles antidopage est un sujet important puisqu'un prélèvement peut coûter de 35 000 F.CFP à 50 000 F.CFP selon les molécules à rechercher (exemple de l'érythropoïétine dit EPO). En effet, les conseillers estiment nécessaire d'être particulièrement vigilant sur cette question, car d'elle dépend la conclusion de la convention, son retardement/ajournement, voire de l'application effective du contrôle antidopage sur le territoire.

Recommandation n°03 : prévoir la conclusion de la convention d'assistance avec l'AFLD à la suite de l'adoption du projet de délibération afin d'en assurer son application effective.

Recommandation n°04 : négocier la prise en charge des contrôles anti-dopage avec l'AFLD.

B. Le code du sport

L'article 19 du projet de délibération prévoit d'abroger la délibération n°202. Or l'article L425-2 du Code du sport la cite :

« *Outre les officiers et agents de police judiciaire agissant dans le cadre des dispositions du code de procédure pénale, sont habilités à procéder aux contrôles prévus par la délibération n° 202 du 22 août 2006 du congrès de la Nouvelle-Calédonie relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage [...], les agents de la Nouvelle-Calédonie chargés d'appliquer cette réglementation* ».

Lors des auditions, cette question a été posée aux rédacteurs du texte qui ont alors assuré aux conseillers que les services de l'État seront informés en aval de la modification de la réglementation calédonienne en la matière, autrement dit, après l'adoption du projet de texte.

Recommandation n°05 : informer les services concernés de l'État de l'abrogation de la délibération n°202 par l'article 19 du projet de délibération et de ses conséquences sur le Code du sport qui cite cette dernière.

Pour conclure, au titre d'une meilleure compréhension du texte, il est proposé des modifications sur la forme du projet de délibération.

L'article 3 du projet de délibération dispose que « *Les associations et ligues sportives et les comités régionaux veillent à la santé de leurs adhérents, notamment lorsqu'**elles** définissent leurs programmes d'entraînement et l'établissement du calendrier des compétitions et des manifestations sportives qu'**elles** organisent.*

***Elles** participent à la prévention contre l'utilisation des substances et procédés dopants* ».

Les conseillers s'interrogent sur l'emploi, par trois fois, de l'article « *Elles* » alors que sont visés, avec les associations et les ligues sportives, les comités régionaux. Une modification semble s'imposer.

L'article 9 du projet de texte dispose que « *I. - Il est interdit :*

1° À toute personne d'offrir, de céder, d'administrer ou de tenter d'administrer aux sportifs une ou plusieurs substances ou méthodes interdites en application de l'article 6.
2° À tout membre du personnel d'encadrement du sportif de posséder, sans justification acceptable, une ou plusieurs des substances ou méthodes interdites en application de l'article 6 ; ».
À la lecture de cet article, une question s'est posée : il semble qu'il ne soit pas interdit à toute personne de posséder une substance dopante. Cette interdiction ne vaut que pour le personnel d'encadrement du sportif. Or, après un échange avec les rédacteurs du texte, il s'est avéré que l'article 6[5] dispose que les sportifs sont interdits de détenir lesdites substances. De ce fait, selon eux, tous les cas de figure sont couverts. Néanmoins, il est proposé une réécriture de l'article 9, et ce, dans l'optique de répondre à deux objectifs, l'un de clarté et l'autre d'harmonisation de la disposition.

Recommandation n°06 : « *I. - Il est interdit à toute personne :*
1° d'offrir, de céder, d'administrer ou de tenter d'administrer aux sportifs une ou plusieurs substances ou méthodes interdites en application de l'article 6 ;
2° de falsifier ou tenter de falsifier tout élément du contrôle du dopage ;
3° de se rendre complice ou de tenter de se rendre complice d'une violation des règles relatives à la lutte contre le dopage ;
4° d'intimider ou de menacer toute personne en vue de la dissuader de communiquer de bonne foi à une personne chargée du contrôle de la réglementation anti-dopage des preuves ou des informations se rapportant à une violation des règles relatives à la lutte contre le dopage ou d'exercer des représailles à l'encontre d'une personne ayant communiqué ce type d'information ;
***5° et en particulier à tout membre du personnel d'encadrement du sportif de posséder, sans justification acceptable, une ou plusieurs des substances ou méthodes interdites en application de l'article 6* ».**

III- CONCLUSION DE L'AVIS N°07/2025

Le CESE-NC rappelle ses recommandations :

Recommandation n°01 :
- étendre sur tout le territoire le dispositif du certificat médical gratuit mis en place par le CTOS avec le soutien financier du Haut-commissariat ;
- dans une optique d'accessibilité, prévoir un calendrier annuel de campagne de consultations médicales pour les sportifs sur tout le territoire.

[5] « *I. - Sont interdites en permanence :*
[...] 2° La détention, l'utilisation, la tentative d'utilisation d'une substance ou méthode figurant sur la liste mentionnées au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 5 ».

<u>Recommandation n°02 :</u> fixer une stratégie de prévention, en y intégrant les moyens humains, financiers et techniques qui lui sont attribués, au sein du projet de délibération.

<u>Recommandation n°03 :</u> prévoir la conclusion de la convention d'assistance avec l'AFLD à la suite de l'adoption du projet de délibération afin d'en assurer son application effective.

<u>Recommandation n°04 :</u> négocier la prise en charge des contrôles anti-dopage avec l'AFLD.

<u>Recommandation n°05 :</u> informer les services concernés de l'État de l'abrogation de la délibération n°202 par l'article 19 du projet de délibération et de ses conséquences sur le Code du sport qui cite cette dernière.

<u>Recommandation n°06 :</u> « *I. - Il est interdit <u>à toute personne :</u>*
1° d'offrir, de céder, d'administrer ou de tenter d'administrer aux sportifs une ou plusieurs substances ou méthodes interdites en application de l'article 6 ;
2° de falsifier ou tenter de falsifier tout élément du contrôle du dopage ;
3° de se rendre complice ou de tenter de se rendre complice d'une violation des règles relatives à la lutte contre le dopage ;
4° d'intimider ou de menacer toute personne en vue de la dissuader de communiquer de bonne foi à une personne chargée du contrôle de la réglementation anti-dopage des preuves ou des informations se rapportant à une violation des règles relatives à la lutte contre le dopage ou d'exercer des représailles à l'encontre d'une personne ayant communiqué ce type d'information ;
***<u>5° et en particulier à tout membre du personnel d'encadrement du sportif</u> <u>de posséder</u>, sans justification acceptable, une ou plusieurs des substances ou méthodes interdites en application de l'article 6* ».**

Suite aux observations des commissions, le CESE-NC émet un ***avis favorable** à l'unanimité* sur le projet de délibération relative à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage.

L'avis a été adopté à l'unanimité des membres consultés par **33 voix** « **POUR** » dont 13 procurations.

LE SECRÉTAIRE	LE PRÉSIDENT
	
Gaston POIROI	**Jean-Louis d'ANGLEBERMES**

Annexe : RAPPORT N°07/2025

- *Nombre de réunions en commissions* : **2**
- *Adoption en commissions : **15/04/2025***
- *Adoption en bureau :* **17/04/2025**

Invités auditionnés (4):

- **Messieurs Marc HMAZUN et François-Xavier TURPIN,** respectivement chef du service des sports de la direction de la jeunesse et des sports (DJS NC) et conseiller de sport à la DJS NC,
- **Madame Daria GUIOMARD,** cheffe de section au sein du service d'études, de législation et du contentieux (SELC) de la direction des affaires juridiques (DAJ),
- **Monsieur Michel QUINTIN,** directeur du comité territorial olympique et sportif de Nouvelle-Calédonie (CTOS).

Observations par écrit (2) :

- PIL + DJSL ;
- CAFAT.

Invités n'ayant pu participer ou envoyer des observations par écrit (3) :

- PN + DEFIJ ;
- PS + DCJS ;
- Ordre des médecins.

Au titre des commissions du CESE :

Ont participé aux travaux : messieurs Jean-Jacques ANNONIER, Louis-José BARBANÇON, Pierre BOIGUIVIE, Jean-Marc BURETTE, Bruno CONDOYA,

Jean-Louis d'ANGLEBERMES, Joseph DAHMA, Mélito FINAU, André ITREMA, Richard KALOI, Robert LAKALAKA, Jean-Louis LAVAL, Patrick OLLIVAUD, Gaston POIROI, Christian ROCHE, Jean SAUSSAY, Jonas TEIN et Lionel WORETH.

<u>Étaient présents et représentés lors du vote :</u> messieurs Jean-Jacques ANNONIER, Louis-José BARBANÇON, Jean-Marc BURETTE, Bruno CONDOYA *(en visioconférence a donné procuration à monsieur LAVAL)*, Jean-Louis d'ANGLEBERMES *(a donné procuration à monsieur OLLIVAUD)*, Joseph DAHMA, André ITREMA *(en visioconférence a donné procuration à monsieur TEIN)*, Richard KALOI, Robert LAKALAKA, Jean-Louis LAVAL, Patrick OLLIVAUD, Gaston POIROI *(en visioconférence a donné procuration à monsieur BARBANÇON)*, Christian ROCHE *(en visioconférence a donné procuration à monsieur ANNONIER)*, Jean SAUSSAY, Jonas TEIN et Lionel WORETH.

<u>Étaient absents lors du vote</u> : madame Larissa THONON ainsi que messieurs Pierre BOIGUIVIE, Mélito FINAU et Jean-Pierre KABAR.